

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 11 (1953)

Heft: 2

Buchbesprechung: Bibliographie

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Bibliographie

British Banking Today¹

Le redressement économique anglais, si précaire qu'il soit encore, n'en est pas moins un fait indéniable. La politique monétaire du gouvernement, qui est partiellement responsable du succès obtenu, a aussi pour effet mineur de susciter un renouveau d'intérêt considérable à l'égard des institutions financières anglaises, et cela dans le pays même comme à l'étranger. De son côté, la City déploie de grands efforts afin de faire connaître « urbi et orbi » les services qu'elle rend à l'économie nationale et au commerce mondial. Il n'est donc pas inutile, au moment où les grands marchés de Londres se raniment, de renouer connaissance avec les fameux organismes des bords de la Tamise.

La guerre et une révolution sociale à froid ont provoqué bon nombre de transformations dans l'agencement de la vie économique du pays et il n'est pas étonnant que l'artère principale du grand corps industriel et commercial anglais, à savoir le système bancaire, ait été soumis à de sérieuses tensions. Les conférences de printemps de l'Institute of Bankers, passées en revue ici, ont précisément pour objet d'examiner quelles sont les caractéristiques les plus saillantes de l'organisation bancaire actuelle.

Dans « Central Banking », le professeur Sayers relève que l'acte de nationalisation de la Banque d'Angleterre en 1946 a cristallisé dans un texte la fonction moderne d'une banque centrale qui est de contribuer à maintenir en équilibre la structure financière du pays au moyen du contrôle du système bancaire. Ce contrôle s'effectue cependant dans le cadre de la politique économique du gouvernement et l'acte de nationalisation marque de façon tangible le transfert des responsabilités finales de Threadneedle Street à Whitehall. La Banque conserve néanmoins un droit précieux de représentation et d'avis dont il est souhaitable qu'elle fasse un usage fréquent.

Ces modifications constitutionnelles ne font toutefois que concrétiser une évolution acceptée depuis assez longtemps. Ce sont les tâches nouvelles que la Banque a été amenée à assumer par la force des circonstances qui mettent en lumière les transformations fondamentales intervenues au sommet de l'édifice bancaire. Il y a trente ans, la Banque d'Angleterre, qui n'avait même pas un service des changes, dirigeait toute son action en vue de sauvegarder

¹ « British Banking Today » : trois conférences publiées par l'Institute of Bankers, Londres, mars 1953, 45 p. (Central Banking par R. S. Sayers ; The Commercial Banks par J. E. Wadsworth ; The London Foreign Exchange Market par H. E. Evitt).

les réserves d'or, en manipulant le taux d'escompte et en recourant à la politique du marché ouvert. Depuis 1931, et surtout depuis les années de guerre, l'accent s'est porté essentiellement sur le contrôle des changes, la gestion du fonds d'égalisation et l'administration de la dette publique. En sa qualité de conseiller financier du gouvernement, la Banque a pris une part prépondérante au lancement des emprunts d'Etat. Le gonflement de la dette publique, combiné aux énormes mouvements de fonds résultant des transactions des départements gouvernementaux et des entreprises nationalisées, ont en conséquence conféré à la Banque une maîtrise absolue du marché monétaire.

En outre, les effets perturbateurs causés sur le marché de l'argent par les volumineuses opérations des autorités ont obligé la Banque à une intervention permanente afin d'éliminer des tensions trop violentes et trop fréquentes. Autrefois, une telle intervention était purement accidentelle et était destinée simplement à compenser des déséquilibres temporaires.

Durant la période d'argent à bon marché, l'action de la Banque fut à sens unique et consista à fournir sur demande au système bancaire tous les fonds liquides dont celui-ci avait besoin pour étayer l'inflation des dépôts. Cet appui constant fut accordé à un taux spécialement bas, qui devait en particulier rendre le financement des dépenses publiques relativement aisé et peu coûteux. La nouvelle politique monétaire, inaugurée en novembre 1951, ne consiste pas, comme on l'imagine quelquefois, en un retour radical aux principes orthodoxes du mécanisme classique du taux d'escompte. Selon la formule actuelle, la Banque continue d'opérer abondamment dans le marché afin de pallier les déséquilibres quotidiens (*open back door*), mais, et c'est là que réside la nouveauté, elle se réserve le droit de retirer cet appui, sans avis et à tout instant, et de forcer ainsi le marché à obtenir les liquidités qui lui sont absolument nécessaires pour boucler ses livres au taux pénal qui mettra en mouvement un processus de déflation du crédit. Incidemment, ce taux, qui n'a été utilisé qu'à de rares occasions, n'est pas le taux officiel d'escompte de 4 %, purement nominal, mais un taux spécial de 3 ½ % auquel la Banque accorde des avances de sept jours aux « Discount Houses » contre Treasury Bills.

Le professeur Sayers souligne encore que la Banque d'Angleterre n'exerce une influence directe que sur les taux d'intérêt à court terme et que ce n'est que dans d'exceptionnelles circonstances qu'elle est intervenue sur le marché à long terme. Sous ce rapport, les méthodes anglaises restent totalement distinctes de celles en usage aux Etats-Unis où les Banques de Réserves opèrent sur les deux marchés. Il n'y a apparemment pas lieu d'appliquer la solution américaine aux conditions anglaises, mais il est un point sur lequel la Banque d'Angleterre pourrait s'inspirer de l'exemple d'outre-Atlantique : la publicité donnée aux Etats-Unis aux objectifs de la politique monétaire contribue largement à faciliter l'exécution des décisions prises en haut lieu et contraste violemment avec le silence gardé à Londres. M. Sayers note en passant que le rapport annuel de la Banque d'Angleterre fait pauvre mine comparé à ceux d'autres banques centrales.

Sous le titre « The Commercial Bank », M. J. E. Wadsworth relève entre autres que les dépenses de guerre ont provoqué un considérable accroissement des dépôts bancaires qui ont atteint un chiffre environ trois fois plus élevé

qu'avant guerre. Du côté de l'actif, cette inflation scripturale a été absorbée facilement par les emprunts du gouvernement qui représentent près des deux-tiers du total. Ceci donne une idée de l'influence grandissante acquise par les autorités sur le système bancaire, influence qui s'est fait particulièrement sentir à fin 1951 lorsque le Trésor procéda à la conversion de Treasury Bills en obligations à moyen terme afin de réduire la liquidité bancaire d'environ 40 % aux 30 % correspondant aux normes acceptées avant 1939.

La nature même des dépôts s'est aussi modifiée : les comptes courants à vue se sont notablement accrus au détriment des dépôts à terme et ils représentent maintenant environ les deux-tiers du total des dépôts contre la moitié il y a une quinzaine d'années. Cette évolution est significative de la diminution des épargnes confiées aux banques commerciales et résulte dans une large mesure d'une politique fiscale ayant pour objet le nivellement des revenus et la redistribution des capitaux privés. Le droit accordé au fisc de lever le secret bancaire doit aussi être considéré comme responsable du déclin des dépôts à terme.

Le système bancaire anglais repose principalement sur un jeu de conventions purement arbitraires. Cette caractéristique a été accentuée en janvier 1947, lorsque les banques commerciales décidèrent de maintenir quotidiennement une proportion de 8 % entre leurs espèces en caisse et en compte à la Banque d'Angleterre et le total des dépôts (cash ratio). Cette convention eut pour conséquence de faire disparaître le « window dressing » à chaque fin de mois et renforça aussi l'influence de la banque centrale qui exerce son contrôle sur le crédit bancaire par le canal des réserves liquides des banques commerciales.

Durant la guerre, toutes les formes de crédit furent strictement surveillées de manière à distribuer les capitaux disponibles dans les secteurs de l'économie où ils pouvaient le mieux soutenir l'effort militaire. Cette politique de sélection du crédit basée sur un contrôle qualitatif fut consolidée à la fin des hostilités dans le « Borrowing (Control and Guarantees) Act » de 1946 et a été maintenue en vigueur, si ce n'est renforcée, lors de la « restauration » du taux d'escompte en 1951. Cette politique du crédit, menée à chef par voie de persuasion beaucoup plus qu'au moyen d'instructions détaillées et impératives, a sensiblement modifié la composition des avances des grandes banques commerciales. L'industrie lourde et l'exportation ont été favorisées, tandis que les producteurs d'articles de consommation, les services de distribution et les spéculateurs boursiers voyaient l'attitude des banquiers se raidir à leur égard.

M. Wadsworth examine aussi certaines questions relatives à l'organisation interne des banques, en particulier le recrutement du personnel. Enfin il commente l'évolution des profits en fonction de la nouvelle politique monétaire et de ses effets sur les affaires en général.

La dernière conférence est consacrée au marché des changes de Londres. M. H. E. Evitt, un ancien « Broker », donne un aperçu vivant des opérations qui passent à travers le réseau très dense des lignes téléphoniques reliant les cambistes londoniens. Comme la plupart des institutions anglaises, le marché des changes s'est développé sans constitution écrite. Cependant, dans l'entre-deux guerres, une certaine organisation a vu le jour qui, actuellement, émet

des directives concernant par exemple le taux des commissions ou la valeur à appliquer aux diverses catégories de transactions. Une description du fonctionnement actuel du marché est accompagnée d'un dialogue entre praticiens.

P. GÆTSCHIN.

Revue internationale du Travail

(Paraît en trois éditions distinctes : française, anglaise et espagnole.)

Publiée mensuellement par le Bureau international du Travail, depuis janvier 1921, la *Revue internationale du Travail* contient des articles de fond qui reflètent l'évolution de la politique sociale sur le plan international et dans les différents pays ; des exposés documentaires ; des statistiques du coût de la vie, du chômage, de l'emploi, des salaires et des heures de travail ; enfin, une rubrique bibliographique.

Prix du numéro : Fr. 2.40 suisses, abonnement annuel : Fr. 24.— suisses.

Envoi gratuit d'un numéro spécimen et du catalogue des publications du B. I. T. sur demande adressée au Bureau international du Travail, Genève.

Nous avons reçu les ouvrages suivants sur lesquels nous nous réservons de revenir dans un de nos prochains numéros :

COMTESSE Jean-Laurent : *La Crise horlogère suisse 1926 à 1936*. Editions Radar, Genève, 1952, 189 pages.

FLAMANT Maurice : *Théorie de l'inflation et politiques anti-inflationnistes*. Essai d'application des concepts keynésiens. Editions Dalloz, Paris 1952, 225 pages.

MORINI-COMBY Jean : *Les mouvements internationaux des hommes*. Traité d'économie politique. Editions Dalloz, Paris 1953, 93 pages.

Publications du B. I. T. :

Migrations. Novembre-décembre 1952, Genève, 114 pages.

Informations sociales. Genève 1953, 38 pages.

Publications de l'I. N. S. E. E. :

La Grèce. Memento économique. Presses Universitaires de France 1952, 308 pages.

Publications des Nations Unies :

A Study of Trade between Latin America and Europa. Genève 1953, 117 pages.

Bulletin démographique. N° 1. Décembre 1951. New-York 1952, 65 pages.

Rapport préliminaire sur la situation sociale dans le monde. New-York 1952, 207 pages.

Annuaire démographique 1952. New-York 1952, 518 pages.

Publications de l'O. E. C. E. :

Perspectives de l'Economie européenne — Expansion économique — Balance Dollar. Paris 1952. 379 pages.

